

# Les perceptions de la sécurité dans les régions de Tahoua, Tillabéri et Maradi au Niger

Octobre 2021

**mars 2022**



***Cordaid***



**Ce *Policy Paper*<sup>1</sup> est issu d'une recherche menée autour d'un triple questionnement : Quel est le sentiment dominant au Niger sur la sécurité et l'insécurité au niveau local et national ? Quelles sont les relations des communautés avec les forces de sécurité étatiques et quel est le rôle des acteurs de la société civile sur les questions de sécurité ?**

**Une première réponse à ces questionnements est donnée par ce travail de recherche menée par le Laboratoire d'études et recherches sur les dynamiques sociales et le développement local (LASDEL) et le SIPRI, dans le cadre du programme *Just Future* qui vise à « améliorer l'accessibilité, la réactivité et la redevabilité des institutions de sécurité et de justice » notamment grâce à la « mobilisation de la société civile pour une action collective et un plaidoyer »<sup>2</sup>.**

**Menée en octobre 2021 auprès d'un échantillon de 414 personnes<sup>3</sup>) réparties dans les communes de Dakoro (région de Maradi), Konni (région de Tahoua) et Torodi (région de Tillabéri), cette collecte est la première d'une série qui sera menée jusqu'en 2025 au rythme de deux enquêtes par an.<sup>4</sup>**

---

<sup>1</sup> This policy paper has been commissioned by the Dutch MFA-funded Just Future Alliance) in which SIPRI is one of the research partners. The authors are grateful for review comments by Cordaid colleagues. The content falls under the responsibility of the authors only.

<sup>2</sup> Avenir Juste, Proposition de programme – Octobre 2020, p.7

<sup>3</sup> Dont au total 259 femmes et 155 hommes, avec par régions : 104 personnes dans la région de Maradi, 205 dans la région de Tahoua et 104 dans la région de Tillabéri suivant une répartition globale entre personnes résidentes (80% de l'échantillon) et personnes déplacées internes (20%), entre jeunes (à 70%) et adultes (à 30%). 10% de l'échantillon représente, de façon additionnelle, les personnes souffrant de handicaps. L'échantillon total a été établi sur la base des estimations de population par communes.

<sup>4</sup> Pour plus de détails sur la méthode d'enquête, voir la note méthodologique fournie à Cordaid.

# Résultats de l'enquête

## Sur les perceptions de l'(in)sécurité au niveau local et national

La situation sécuritaire nationale est perçue par les enquêtés comme s'étant améliorée depuis juillet 2021. 56% d'entre eux déclarent se sentir « en sécurité » dont 76% dans la région de Tahoua et 51% dans celle de Maradi. Ce sentiment prédomine également au niveau local avec une amélioration de la situation des villages ou quartiers, en particulier dans les zones urbaines (à 76%). Cette appréciation est partagée par plus de la moitié des personnes interrogées toutes catégories confondues (hommes, femmes, jeunes, personnes souffrant de handicaps et personnes déplacées).

Néanmoins, en zone rurale, 43% des personnes se disent « en danger ». Ce sentiment est particulièrement prégnant pour les habitants de la région de Tillabéri qui se considèrent « en insécurité » à 66%. Les personnes déplacées, réfugiées ou souffrant de handicaps qui y vivent considèrent également leur sécurité comme « moyennement sûre » dans leurs quartiers ou villages. Dans cette zone particulière, le « danger » est imputé à la proximité avec des zones de combat (à 65%) mais aussi par la présence de groupes armés non-étatiques (26%). En effet, l'activité de plus en plus importante de groupes d'auto-défense appelés « comités de vigilance » y est effectivement remarquée (à 37% à Tillabéri contre 6% à Tahoua et 2% à Maradi). Le nombre d'attaques, de vols, de menaces contre les populations est considéré, par ailleurs, comme un facteur additionnel d'insécurité globale (à 33%).

Cette insécurité quotidienne a des répercussions importantes sur la vie économique et sociale. La pauvreté, le chômage et l'insécurité alimentaire qui sont évoqués à 13% comme des sources d'insécurité individuelle sont aggravés par le fait que les populations limitent leurs déplacements face aux risques (à 42%), que la circulation des véhicules, notamment les motos est contrainte voire interdite dans la région de Tillabéri et que l'approvisionnement des marchés, leur fréquence et leur fréquentation sont touchés. Ainsi, à Torodi, 13 des 15 marchés ruraux sont actuellement fermés.

## Sur les acteurs de la sécurité présents

Si le niveau d'insécurité est variable entre les régions étudiées, les forces armées nigériennes (FAN) bénéficient globalement d'une appréciation favorable et sont désignées comme les premiers acteurs pour assurer la sécurité des populations (à 43%).

Cette capacité est aussi prêtée aux forces de sécurité intérieures (à 36%), d'autant plus qu'elles sont davantage présentes dans l'ensemble des localités étudiées. En effet, la police, la gendarmerie et la garde nationale sont les acteurs de la sécurité les plus visibles au quotidien pour les populations, devant l'armée. Cette dernière est, elle, surtout présente dans la région de Tillabéri (à 81%) et est moins active dans celles de Tahoua (15%) et de Maradi (1%) où l'insécurité est moins grande.

En effet, les régions sont exposées à des insécurités multiples et complexes qui diffèrent néanmoins dans leur intensité. La région de Tillabéri est actuellement celle qui est la plus sérieusement touchée par des attaques qui ciblent populations et forces de sécurité. Ainsi, le 21 octobre 2021, le convoi du préfet de Bankilaré a été la cible d'une attaque djihadiste qui a causé la mort de deux gardes nationaux et de deux gendarmes. En mars de la même année, 66 personnes ont été tuées à leur retour du marché hebdomadaire de Banibangou et 33 militaires sont décédés, le même jour, suite à une attaque de l'Etat Islamique au Grand Sahara. Ces faits sont venus s'ajouter au souvenir des 89 soldats tués dans leur camp de Chinégodar, le 9 janvier 2020 et des 71 autres tués à Inatès, le 10 décembre 2019. Les forces de défense et de sécurité sont donc particulièrement exposées dans cette zone frontalière avec le Mali et le Burkina-Faso.

## Acteurs de la sécurité présents dans les villages/quartiers au niveau régional

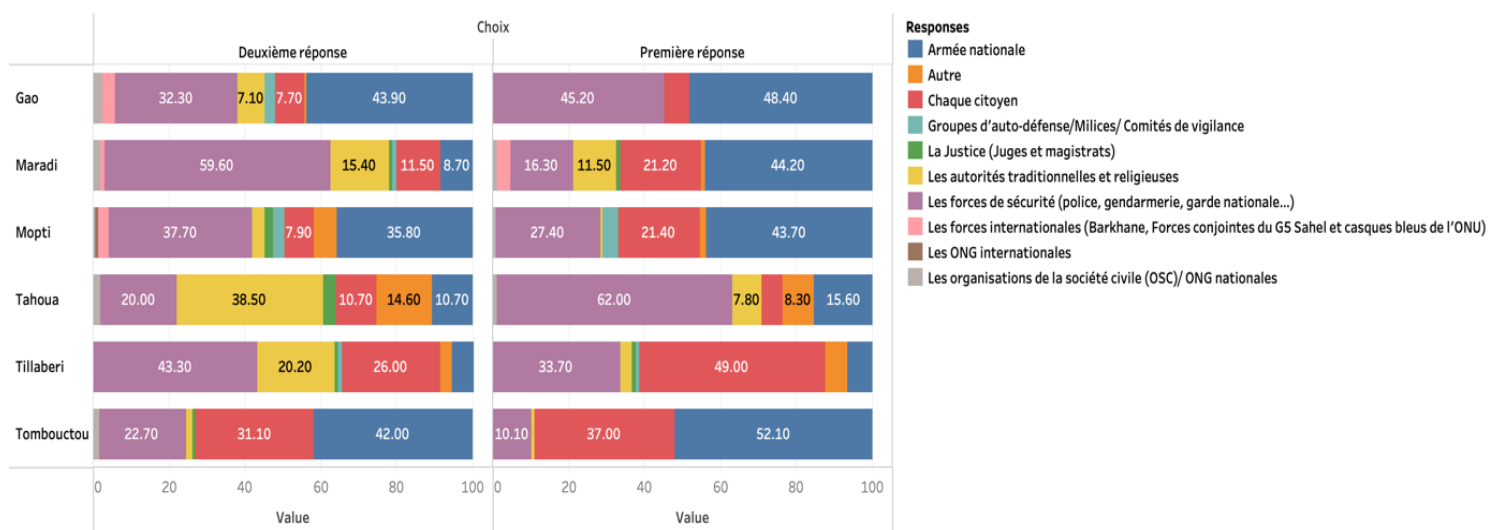
	Garde Nationale	Gendarmerie	Police
Tillabéri	91 %	90%	93%
Tahoua	64%	80%	90%
Maradi	70%	75%	92%

## Sur les relations avec les acteurs étatiques nationaux de la sécurité

Les relations quotidiennes avec les forces armées et de sécurité intérieure sont considérées comme « bonnes » au Niger, à 46%. La confiance exprimée par les enquêtés à leur égard atteint également des niveaux élevés avec 97% d'opinions favorables envers l'armée et la garde nationale, 96% envers la police puis 84% pour la protection civile- les sapeurs-pompiers et la gendarmerie.

Pour autant, la capacité des populations à s'exprimer ouvertement sur ce sujet considéré très sensible demeure difficile et l'appréciation des forces délicate dans un contexte d'insécurité important.

Q.3.4 Selon-vous, quels acteurs doivent jouer un rôle pour assurer la sécurité des populations ?



Gao, Maradi, Mopti, Tahoua, Tillabéri and Tombouctou broken down by Choix. Color shows details about Responses.

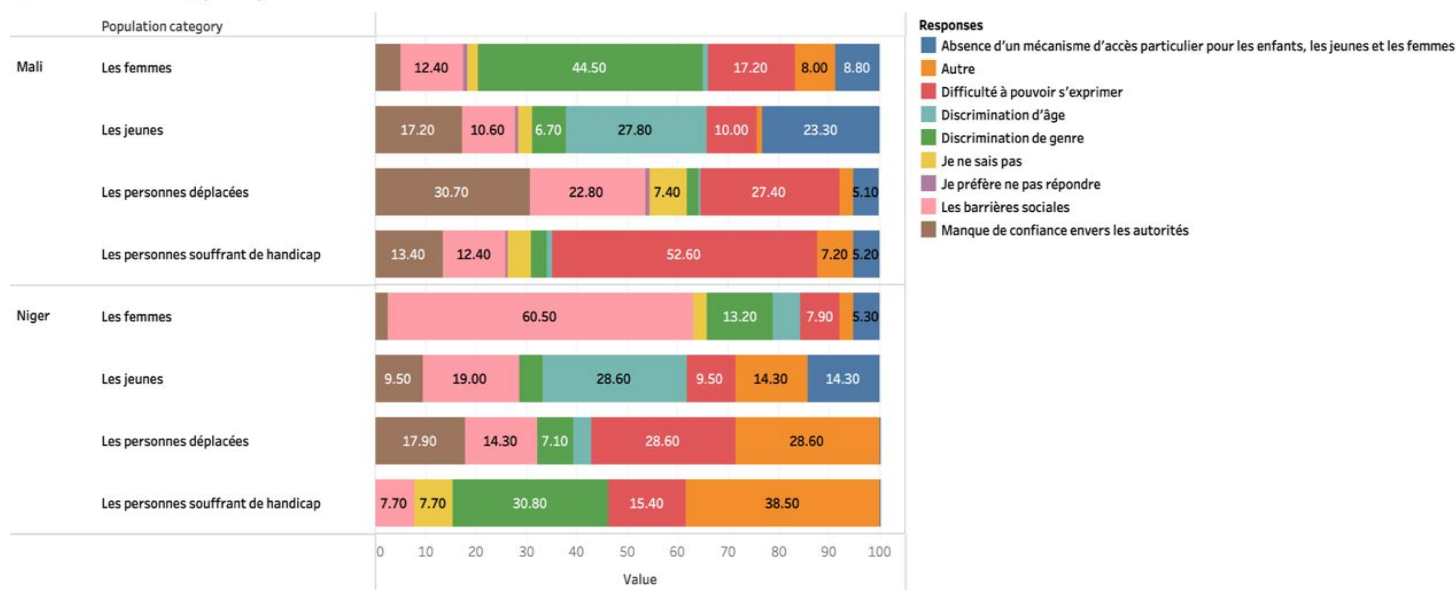
De fait, les critiques exprimées touchent, en premier lieu, l'action des forces de défense. Dans la région de Tillabéri particulièrement, il est souligné que le déploiement actuel des FAN ne leur permet pas d'intervenir assez rapidement ou efficacement en cas d'attaques- la validation des interventions nécessite, ainsi, de passer par l'ensemble de la chaîne hiérarchique de commandement avant action, ce peut entraîner des délais variables. De plus, quand elles sont présentes, les forces peuvent générer de l'insécurité en exposant davantage les localités aux attaques des groupes djihadistes- la garde nationale et la gendarmerie constituant par exemple des cibles importantes.

En second lieu, la confiance envers les forces de sécurité s'altère également à l'épreuve des relations quotidiennes. Au niveau local, des mauvaises conduites sont rapportées comme le racket ou l'incapacité à résoudre efficacement les problèmes des citoyens mais c'est surtout le climat de méfiance réciproque entre les forces et les populations qui pèse le plus lourdement dans leurs interactions. Les forces de sécurité redoutent ainsi les infiltrations et les informateurs travaillant pour les groupes djihadistes au sein des populations civiles tandis que les citoyens notamment dans les localités rurales- craignent particulièrement les représailles s'ils sont vus en train de s'adresser aux forces- comme cela est, par exemple, mentionné 55 % dans la zone de Tillabéri. Ce sentiment provient aussi, de façon plus générale, du manque de confidentialité observé par les populations lors des procédures de plaintes.

Enfin, une certaine distance entre les forces et les populations persiste, selon ces dernières, du fait non seulement de la méfiance à leur rencontre mais aussi du manque de prise en compte de leurs avis qui fait que la réalité locale est décrite comme « mal connue » par les forces. Certains préjugés peuvent ainsi se greffer à ce défaut d'appréciation avec pour résultat le fait que certaines catégories sociales et professionnelles comme les hommes jeunes, les éleveurs (notamment dans la région de Tillabéri) et les transporteurs sont perçus comme « plus à risque » dans leurs rapports avec les forces de sécurité car ayant des liens supposés avec les groupes djihadistes actifs dans les zones rurales qu'ils traversent.

Si les services de sécurité sont considérés comme accessibles (à 93%), un contact effectif est pour autant jugé plus difficile pour les femmes, les personnes déplacées et les jeunes. Des discriminations de genre et d'âge sont notamment évoquées ainsi que le poids des barrières sociales, en plus de difficultés à pouvoir s'exprimer. Les mécanismes de plainte et de dialogue (dont l'existence est connue à seulement 41% et 44 %) passent alors en priorité par les chefs de village, de quartiers ou les maires.

#### Q.4.23 Selon vous, pourquoi ?



Mali and Niger for each Population category. Color shows details about Responses.

*Réponses à la question : « Pourquoi pensez-vous que l'accès aux services de sécurité est plus difficile pour ? : »*

## Sur le rôle à jouer par la société civile sur les questions de sécurité

Au Niger, la sécurité est une préoccupation directe pour les citoyens à 91% et la société civile se saisit de ces questions. Les principaux acteurs cités sont les associations ou mouvements de jeunes (à 55%), les organisations de défense et de droits humains (à 36%) et les organisations ou associations religieuses (au même pourcentage).

Les acteurs de la société civile semblent pouvoir se démarquer par plusieurs fonctions lorsqu'il s'agit d'aborder les questions de sécurité. Ainsi, ils sont d'abord en contact direct avec les forces de sécurité et discutent avec elles que ce soient les comités locaux de sécurité (à 45%), les citoyens (à 43%), les journalistes, les médias et les organisations religieuses (à 33%) ou encore les associations de femmes (à 31%), de jeunes (à 27%) ainsi que les associations communautaires (à 22%).

A leur statut d'interlocuteur direct s'ajoute la capacité à informer et alerter les autorités politiques régionales et nationales à propos des conditions sécuritaires quotidiennes. Sont alors décrits comme particulièrement actifs dans ce rôle : les journalistes et les médias (à 26%), les associations de citoyens et les citoyens eux-mêmes (à respectivement 25 et 24%), de même que les associations communautaires (à 22%).

Cette capacité de mobilisation se lit également dans l'organisation de réunions d'information sur la sécurité qui souvent initiées par les associations de jeunes (à 39%), par les associations de personnes souffrant de handicaps (à 39%), les organisations religieuses (à 32%), ou les associations de femmes et de citoyens (à 28%) et les associations communautaires (à 27%).

Enfin, des actions spécifiques sont menées par les organisations de défense des droits humains ainsi que par les intellectuels et universitaires concernant le respect des droits des citoyens par les forces lors de leurs actions (à respectivement 33 et 29%). Les comités locaux de sécurité sont, par ailleurs, des acteurs majeurs dans la gestion des conflits au sein des localités (à 35%).

Si les acteurs de la société civile au Niger sont jugés très favorablement, à 83%, pour leur rôle dans la sécurité, des limites importantes sont néanmoins observées tant dans leur capacité de fonctionnement que d'action sur le terrain. En effet, les difficultés principales perçues sont le manque de budget (26%) et le manque d'unité (15%) dont souffriraient ces acteurs.

De façon plus locale, il a aussi été rapporté au cours de la collecte une difficulté importante à nommer les acteurs de la société civile actifs dans la sécurité. Cela fut ainsi le cas à Torodi, où la CNDH est active mais perçue comme peu visible du fait de ses actions de sensibilisation restreintes et peu comprises par les populations.<sup>5</sup> Dans les autres localités de Dakoro et Konni, en plus d'être peu identifiables, les acteurs de la société civile s'impliquent en réalité rarement dans les questions sécuritaires, les deux zones n'étant pas considérées comme des « zones d'insécurité ». Enfin, la gravité de la situation sécuritaire dans la région de Tillabéri rend inenvisageable pour les populations un impact concret des activités de la société civile sur le terrain.

**« Les gens pensent que la société civile ne peut pas grand-chose dans la situation actuelle. Les bandits ont des indicateurs partout et tout celui qui ose parler mal deux, ils vont le tuer et personne ne peut les en empêcher. »<sup>6</sup>**

---

<sup>5</sup> Journaux de terrain, commune de Torodi, octobre 2021.

<sup>6</sup> *Idem.*

## Conclusions et recommandations

Lorsqu'il s'agit de leur sécurité, les attentes des populations – toutes régions confondues- sont claires et touchent à la capacité de l'armée et des forces de sécurité intérieures d'agir rapidement, correctement et d'avoir pour cela un équipement approprié et suffisant. En effet, il est attendu de ces acteurs qu'ils surveillent l'ensemble du territoire national. L'armée est également pensée comme devant combattre les groupes armés non-étatiques et comme devant protéger les populations des menaces extérieures. Les FSI doivent, quant à elles, assurer particulièrement la sécurité des villes et protéger les populations des menaces intérieures.

1. Afin de mener ces tâches au mieux, la confiance entre l'ensemble des forces et les populations est à solidifier voire à reconstruire selon les zones. Un meilleur déploiement des services de sécurité dans les localités ciblées directement par les attaques de groupes armés non-étatiques est ainsi attendu, de plus qu'une meilleure visibilité des patrouilles pour les populations y compris dans les quartiers éloignés des villes et les localités rurales.

Les perceptions positives portent ainsi en elles une part d'aspiration à ce que les forces pourraient et devraient être, et au respect qu'elles devraient démontrer au quotidien. Cependant, la situation sécuritaire, très détériorée par endroits rend la confiance mutuelle plus difficile à instaurer.

2. Dans ce climat, la société civile tente de mener des activités de sensibilisation, de dialogue et de gestion de conflits mais celles-ci ne sont pas toujours identifiées comme des actions spécifiquement liées à la sécurité. L'enchevêtrement des acteurs entrave leur visibilité alors que dans les zones rurales, c'est leur présence trop faible qui est soulignée.
3. De plus, la sensibilité du dialogue avec les forces, comme le niveau des violences exercés par les groupes armés non-étatiques empêchent pour le moment une insertion pleine et réelle de la société civile sur les questions de sécurité. Une avancé progressive vers cela pourrait être favorisée par la mise en place de mécanismes de collaboration permanents ou du moins réguliers entre les FDS et les populations, incluant de façon systématique des acteurs identifiés de la société civile ou des acteurs locaux connus comme les comités communaux de sécurité, les chefs de quartiers et les maires. Une insertion plus approfondie des jeunes et des femmes au sein de ces mécanismes de dialogue est également attendue par les populations.
4. L'écoute envers ces dernières doit donc être développée à la fois par les forces et par les acteurs de la société civile. Il pourrait être envisagé des formations en communication et recueil d'informations pour que la société civile locale-même embryonnaire- puisse davantage calquer ses actions sur les besoins exprimés des populations en termes de sécurité.





*Localisation des  
zones enquêtées  
(octobre 2021)*

# **Les perceptions de la sécurité dans les régions de Tahoua, Tillabéri et Maradi au Niger**

**(Octobre 2021)**